



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Service des risques naturels et technologiques
Division des Risques Chroniques
5 rue Françoise Giroud - CS 16 326
44 263 NANTES cedex 2

Nantes, le 23 août 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Partie nominative

GALVAMETAL

10 boulevard de l'Industrie
49000 Écouflant

Affaire suivie par : Christelle TREMBLAY

Téléphone : 02.72.74.76.54

Courriel : christelle.tremblay@developpement-durable.gouv.fr

Références : 2024 - 522

Code AIOT : 0006300978

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 26/06/2024 de l'établissement GALVAMETAL implanté 10 boulevard de l'Industrie 49000 Écouflant. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- IED-MTD

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

Christelle TREMBLAY, Service des risques naturels et technologiques, Division des risques chroniques, inspectrice de l'environnement




Julien CHEDRU, Unité Inter-Départementale Anjou Maine, UIDAM-Risques chroniques, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

Monsieur BARBIER-THALY : responsable HQSE

Monsieur EMERY : correspondant HSE en alternance (pendant l'inspection au bureau)

Le courriel d'échange avec l'administration est gbt@galvametal.fr.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Inspectrice de l'environnement 	Inspecteur de l'environnement 	P/La Directrice et par délégation La cheffe du pôle risques chroniques 
Christelle TREMBLAY	Julien CHEDRU	Anne RIGAUD

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 26/06/2024 de l'établissement GALVAMETAL implanté 10 boulevard de l'Industrie 49000 Écouflant, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

A la suite de l'examen de la prescription, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** permettant de prouver le respect de la conformité dans les délais fixés dans les points de contrôles. Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **Émissions atmosphériques - valeurs limites** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2014 article : 4.2
- **Têtes des piézomètres** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003 article : 8 2ème alinéa

A la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'une mise en conformité dans le délai figurant dans les points de contrôle. Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **Émissions atmosphériques - valeurs limites** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2014 article : 4.2
- **Eaux souterraines : paramètres à surveiller** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2005 article : 3
- **Têtes des piézomètres** - Référence réglementaire - Arrêté Ministériel du 11/09/2003 article : 8 2ème alinéa



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Service des risques naturels et technologiques
Division des Risques Chroniques
5 rue Françoise Giroud - CS 16 326
44 263 NANTES cedex 2

Nantes, le 23 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALVAMETAL

10 boulevard de l'Industrie
49000 Écouflant

Références : 2024-522
Code AIOT : 0006300978

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement GALVAMETAL implanté 10 boulevard de l'Industrie 49000 Écouflant. L'inspection a été annoncée le 28/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVAMETAL
- 10 boulevard de l'Industrie 49000 Écouflant
- Code AIOT : 0006300978
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVAMETAL exploite sur la commune d'Écouflant des installations de traitement de surfaces et de galvanisation, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 24

septembre 1971, modifié par voie d'arrêtés complémentaires successifs. Les installations du site sont soumises à autorisation au titre des rubriques 2567, 3230 et 3260 de la nomenclature.

Le site est soumis à la directive IED, la rubrique principale étant la rubrique 3230 "transformation des métaux ferreux" (BREF FMP). Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries de transformation des métaux ferreux (BREF FMP) étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 4 novembre 2022, l'établissement a remis son dossier de réexamen le 7 décembre 2023.

La visite d'inspection avait pour objectif de vérifier la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD) sur le site et les modalités de surveillance des eaux souterraines et des sols. Il est à souligner que l'échéance de mise en conformité des installations aux MTD est décembre 2026 excepté dans le cas d'une demande d'autorisation environnementale où la conformité des installations aux MTD doit être effective à la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les installations visitées :

- le bâtiment abritant le laveur de gaz
- l'atelier de traitement de surfaces et de galvanisation
- le bâtiment abritant le filtre à manche
- le bâtiment occupé précédemment par la société ANGEL
- l'implantation des quatre piézomètres
- les aires de dépotage
- l'ancien emplacement du bassin collectant les acides usés

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Émissions atmosphériques : valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 18/03/2014, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Eaux souterraines : paramètres à surveiller	Arrêté Préfectoral du 08/09/2005, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Têtes des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 2ème alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	IED - Conclusions du BREF FMP	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R 515-71	Sans objet
2	Conditions de captation des émissions des bains	Arrêté Préfectoral du 18/03/2014, article 4.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Émissions atmosphériques : surveillance	Arrêté Préfectoral du 18/03/2014, article 4.3	Sans objet
6	Eaux souterraines: fréquence des prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 36.I-alinéa 3	Sans objet
8	Prévention des pollutions accidentelles : dépotage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I et 6.V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des anomalies relevées dans les sols et les eaux souterraines en particulier pour le zinc, l'exploitant doit proposer un plan d'actions et démontrer la compatibilité des milieux avec les usages en dehors du site. Les eaux souterraines font l'objet d'une surveillance au droit de quatre piézomètres. Les derniers résultats de surveillance des eaux souterraines doivent être transmis à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF accompagnés des commentaires de l'exploitant.

S'agissant des émissions atmosphériques, l'exploitant prévoit le capotage complet de la cuve de galvanisation pour mieux capter les émissions du bain de galvanisation. Dans le cadre de la modification des installations (nouveau bain de fluxage et modification du sécheur), l'exploitant doit prévoir un dispositif permettant de capter correctement les émissions de ces installations. L'inspection a constaté que les émissions atmosphériques des bains de décapage acide et du bain de galvanisation sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois, des questions se posent sur la représentativité des mesures et sur le rendement des dispositifs de traitement au vu des résultats du dernier rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : IED - Conclusions du BREF FMP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R 515-71
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de réexamen
Prescription contrôlée : En vue du réexamen prévu au I de l'article R515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.
Constats : Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries de transformation des métaux ferreux (BREF FMP) étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 4 novembre 2022, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 4 novembre 2023. Le dossier de réexamen et le rapport de base ont été transmis à l'inspection des installations classées le 7 décembre 2023. Il a fait l'objet d'une instruction par l'inspection des installations classées qui a conduit à une demande de compléments en date du 2 juillet 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de captation des émissions des bains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2014, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques émises au-dessus des bains doivent être captées et traitées afin de limiter les émissions diffuses. L'exploitant met en place à minima: <ul style="list-style-type: none">- un système de captation des émissions de décapage qui permet de collecter 60% des émissions associées au traitement des pièces dans ces installations. Le rendement minimum du traitement de ces émissions doit être de 70 %- un système de captation des émissions associées à la galvanisation (zingage) qui permet de collecter 50 % des poussières et métaux émis. Le rendement minimum du traitement de ces émissions doit être de 70 %
Constats : <u>Constats de la visite précédente du 29 novembre 2023 :</u> Le rapport de contrôle des émissions réalisé le 29 juin 2023 ne fournit aucun élément sur le rendement des dispositifs de traitement. Ce constat a déjà été mis en évidence lors des précédentes visites de 2016 et 2020. L'inspection avait demandé à l'exploitant de fournir le calcul des rendements épuratoires à l'occasion du contrôle des émissions à réaliser au titre de l'année 2024. <u>Constats de la visite :</u> L'exploitant a indiqué que le prochain contrôle était programmé semaine 27 (le 3 et 4 juillet). Il est à souligner que la MTD26 de la décision d'exécution du BREF FMP prévoit la mise en œuvre de techniques pour collecter les émissions soit en mettant l'extraction au plus près de la source d'émission soit en mettant en place une cuve combinée à un système d'extraction d'air. Les émissions du bain de galvanisation sont actuellement captées par une hotte d'aspiration située très au-dessus du bain (au niveau de la toiture de l'atelier) et ne permettant pas une captation efficace des émissions du bain. Lors de la visite, l'inspection a en effet pu constater que lors de la plongée des pièces dans le bain de galvanisation, une grande partie des émissions part dans l'atelier et n'est pas captée par la hotte. Pour se mettre en conformité avec les meilleures techniques disponibles, l'exploitant a prévu le capotage complet de la cuve de galvanisation (action mentionnée dans le dossier de réexamen). D'autre part, lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir un projet de modification de ses installations visant à installer notamment un nouveau sécheur et un nouveau bain de fluxage. Il a indiqué à l'inspection que la mise en place d'un système de captation des émissions est prévu pour ces nouvelles installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le rapport d'analyses des émissions atmosphériques effectué en juillet 2024 accompagné de ses commentaires. L'inspection rappelle à l'exploitant que le rapport de contrôle devra clairement faire apparaître le rendement des systèmes de captation des bains de décapage et du bain de galvanisation. S'agissant des évolutions prévues sur le site, l'inspection rappelle à l'exploitant que toute demande de modification des installations doit être portée à la connaissance du préfet avant sa mise en œuvre en particulier pour évaluer le caractère substantiel de la modification au sens de

l'article R181-46 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Émissions atmosphériques - valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2014, article 4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

Les teneurs en polluants des gaz doivent respecter avant toute dilution les valeurs limites suivantes:

En sortie du laveur de gaz :

Paramètres	Concentration (en mg/Nm3)	Flux (en g/h)
Acidité exprimée en H+	0,5	10
Alcalinité exprimée en OH-	10	10
NOX exprimée en NO2	200	
NH3	30	5

En sortie de la hotte et des filtres à manche (émissions bain de galvanisation)

Paramètres	Concentration en mg/Nm3	Flux en g/h
Poussières	10	100
Mn, Cu,Sb, Ni, Zn, Sn, Al	5 si flux > 25 g/h	150
Pb		2
Zn	3	50

Constats :

Les rapports des mesures des émissions atmosphériques de 2022 et 2023 montrent une conformité des rejets aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral d'autorisation au niveau des deux points rejets (sortie du laveur acide et bain de galvanisation).

Le rapport des rejets atmosphériques établi par IRH le 6 septembre 2023 (contrôle du 29 juin 2023) appelle de la part de l'inspection plusieurs remarques :

- Pour le bain de décapage, la concentration d'acidité mesurée en amont est moins élevée que celle mesurée en aval. L'acidité (H⁺) est nulle en amont du traitement (laveur de gaz) ce qui pose question sur l'intérêt de disposer d'un dispositif de traitement des émissions acides.
- La concentration en NH3 est mesurée au niveau du bain de galvanisation et non du décapage comme cela est prévu par l'arrêté préfectoral. Ce point est à justifier par l'exploitant.
- En amont du bain de galvanisation, seuls les paramètres poussières et zinc sont mesurés alors qu'en aval tous les paramètres mentionnés dans l'AP sont mesurés. Comment l'exploitant peut-il alors justifier le rendement du dispositif de traitement?

Le bureau de contrôle a émis deux observations concernant les normes de mesures (p.25) :

- impossibilité d'introduire un filtre dans le conduit donc mesure de poussières non couverte par le COFRAC.
- la mesure de flux en amont a été réalisée alors que le débit était minimum sur le process.

L'exploitant n'avait pas pris connaissance de ces remarques et n'a pas été en mesure de répondre

aux interrogations de l'inspection.

Concernant la comparaison aux NEA-MTD, les rapports de contrôle consultés montrent que les concentrations en poussières se trouvent dans la fourchette du NEA-MTD compris entre 2 et 5 mg/Nm³. Un NEA - MTD est applicable pour le HCl dont la concentration doit être comprise entre 2 et 6 mg/Nm³. L'exploitant a prévu d'intégrer la mesure du HCl lors du prochain contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de répondre aux observations de l'inspection concernant le contenu du rapport de contrôle des rejets atmosphériques à savoir :

- justifier que le mode de prélèvement n'a pas d'incidence sur les mesures de la concentration en poussières en amont de la galvanisation.
- effectuer les mesures des rejets atmosphériques des installations dans les conditions normales de production lors des prochains contrôles
- justifier l'absence d'incidence sur l'évaluation de la performance du dispositif de traitement étant donné que les flux en entrée sont sous-évalués.

Il est également demandé à l'exploitant d'intégrer le paramètre HCl dans son programme de surveillance des rejets atmosphériques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Émissions atmosphériques : surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2014, article 4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance

Prescription contrôlée :

La mesure des rejets atmosphériques est réalisée au moins une fois par an.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que la fréquence annuelle de contrôle est respectée. Le dernier contrôle a eu lieu le 3 et 4 juillet 2024, et au titre de l'année 2023 le 29 juin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux souterraines : paramètres à surveiller

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2005, article 3 ; article 36.I.3 de l'AM du 30/06/2006

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la qualité des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

AM du 30/06/2006:

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. [...] Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. [...]

AP du 08/09/2005:

[...] en vue de déceler une pollution éventuelle, l'exploitant met en place une surveillance des eaux souterraines selon les modalités suivantes : [...]

- Les eaux prélevées font l'objet d'analyses portant sur pH, Cl, ammonium, zinc.

- Les résultats des analyses, complétés par l'indication des niveaux piézométriques et accompagnés de commentaires, sont adressés à l'inspection des installations classées [...].

Constats :

Constats de la visite précédente du 29 novembre 2023 :

L'inspection a demandé à l'exploitant d'ajouter les paramètres Al, Ni et Pb, à la surveillance des eaux souterraines réalisée au droit de 4 piézomètres (Pz1, Pz2bis, Pz3 et Pz4).

L'inspection avait également demandé à l'exploitant de déterminer si ses activités sont à l'origine des fortes concentrations mesurées pour les métaux, de procéder à une analyse de la situation et, le cas échéant, de reconsidérer les conclusions des études menées en 2013 et 2014 sur l'état de pollution des eaux souterraines en aval du site et de proposer des mesures pour gérer la pollution.

Constats de la visite :

L'exploitant n'a pas transmis d'éléments à l'inspection, suite à la dernière visite, permettant de déterminer si les activités de son site sont à l'origine des pollutions relevées.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le tableau de suivi de la qualité des eaux souterraines. La dernière campagne de surveillance des eaux souterraines (13 mars 2024) a porté sur les paramètres chlorures, ammonium, aluminium, zinc, nickel, plomb. Les paramètres Al, Ni et Pb ont donc bien été ajoutés à la surveillance comme cela a été demandé par l'inspection.

Les résultats de cette campagne montrent :

- la présence d'aluminium à des concentrations significatives au droit des piézomètres Pz2bis (31 900 µg/l) et Pz4 (39 700 µg/l). Ces concentrations sont bien plus importantes qu'en 2020 et 2021 (Pz2bis : 530 µg/l (01/12/2020) et 180 µg/l (07/10/2021), Pz4 : 41 µg/l (07/10/2021). Il est à noter qu'au droit du Pz1 (situé en aval) et Pz3 les concentrations mesurées sont respectivement de 3090 µg/l et 8980 µg/l. Les concentrations mesurées sont très supérieures à la valeur seuil de 200 µg/l fixée pour l'aluminium dans l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;
- la présence de Zinc au droit du Pz1 en aval (98 200 µg/l) avec une concentration très supérieure à la valeur seuil de référence de l'arrêté du 17 décembre 2008 fixée à 5000 µg/l et à celles mesurées en amont Pz2bis (609 µg/l), Pz3 (1170 µg/l) et Pz4 (1170 µg/l) ;
- la présence de chlorures au droit du Pz1 (aval) à une concentration significative (1200 mg/l) par rapport aux concentrations mesurées en amont Pz2bis (47 mg/l) et bien au-dessus de la valeur seuil de 250 mg/l de l'arrêté du 17 décembre 2008 ;
- la présence de Nickel au droit du Pz1 (en aval) à une concentration de 1720 µg/l bien supérieure à la concentration relevée en amont Pz2 bis (203 µg/l) et à la valeur de référence de l'arrêté du 17 décembre 2008 fixée à 20 µg/l.

Ces derniers résultats confirment la présence d'une pollution des eaux souterraines au droit du site.

Par ailleurs, les investigations sur les sols menées dans le cadre du rapport de base mettent en évidence la présence d'Aluminium, Zinc, Fer et Chlorures (en concentration importante) dans les sols au droit de certaines activités : cuves acides neuves, égouttures, stockage de produits chimiques, ancien bassin acides usés. Le bureau d'études considère que les concentrations relevées pour le Fer et l'Aluminium sont dans la norme du fond géochimique. Toutefois, il est à

noter que ces concentrations varient en fonction des points de prélèvement : 10 000 mg/kg MS en S10, 3300 en S8 et 23 000 en S11. Le bureau d'études recommandait de fournir un blanc du site pour pouvoir déterminer si ces concentrations sont à considérer comme des anomalies.

Par ailleurs, les investigations complémentaires réalisées sur les sols en 2024 montrent que les anomalies en Zn sont présentes en particulier au droit du sondage S9 (atelier de galvanisation 82 000 mg/kg MS), S3 (au nord de l'ancien bassin d'acides eaux usées 10 000 mg/kg MS) et S15 (stockage de produits divers 7900 mg/kg MS).

Le rapport de base indique par ailleurs que les résultats d'analyses obtenus sur les eaux souterraines entre 2006 et 2020 au droit des piézomètres Pz1, Pz2 mettaient en évidence des différences significatives entre les teneurs mesurées entre l'amont (Pz2) et l'aval (Pz1) du site. Les teneurs mesurées à l'aval sont 12 à 60 fois plus élevées que celles mesurées à l'amont. Le bureau d'études conclut que cette différence pourrait être d'origine anthropique et liée aux activités du site GALVAMETAL.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des impacts en zinc présents dans les eaux souterraines depuis 2006 et dans les sols, qui sont indéniablement liés à l'activité du site, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre un plan d'actions permettant d'identifier clairement les sources concentrées de pollution en zinc et de définir la stratégie de gestion à appliquer en vue de la réhabilitation ultérieure du site. L'exploitant justifiera également que les conclusions de l'étude de l'interprétation de l'état des milieux (IEM) réalisée en 2012 à savoir la compatibilité du milieu avec les usages hors site sont toujours valables.

L'inspection rappelle à l'exploitant que conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juillet 2008 la réalisation des études concernant les mesures de gestion de la pollution du site repose sur un processus nécessairement itératif et qu'il est donc tenu de compléter les études et investigations réalisées à partir du moment où ces compléments permettent d'améliorer la connaissance des phénomènes en jeu et/ou de l'état des milieux. Il est donc demandé à l'exploitant de compléter les études menées en 2012 sur la pollution du site.

Concernant les anomalies observées en chlorures, aluminium et nickel, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre à l'inspection une étude permettant de déterminer l'origine de ces impacts et de proposer un plan d'actions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Eaux souterraines: fréquence des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 36.I-alinéa 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la qualité des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. [...]

Constats :

Constats de la visite précédente du 29 novembre 2023 :

L'exploitant devait justifier des prélèvements réalisés sur les nouveaux piézomètres Pz3 et Pz4 en

2022 et 2023 et transmettra les résultats d'analyses correspondants.
Constats lors de visite : Les résultats accompagnés des rapports d'analyses d'octobre 2022, mars 2023 et octobre 2023 ont été déclarés sous gidaf.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les résultats d'analyses des eaux souterraines effectuées au premier semestre 2024 doivent être déclarés sous l'application GIDAF accompagnés des commentaires de l'exploitant sur l'évolution des concentrations et les actions correctives à mettre en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Têtes des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 2ème alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
Prescription contrôlée : La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.
Constats : L'inspection a constaté que les quatre piézomètres implantés sur le site sont à raz du sol. Ils ne respectent donc pas la disposition visée de l'arrêté du 11 septembre 2003 et aucune demande d'aménagement n'a été transmise à l'inspection des installations classées. Lors de la visite, l'inspection a constaté que le Pz3 se trouvait sous un stockage de barres métalliques et n'était pas identifié repérable. Ces ouvrages doivent être correctement matérialisés pour éviter tout stockage de produits susceptibles de créer une pollution à proximité et permettre un repérage facile pour les prélèvements d'eaux souterraines. L'inspection a constaté que le Pz2 est comblé. Le rapport SER21336-1 de Novembre 2021 détaille les modalités de comblement du piézomètre effectuées suivant les recommandations de la norme AFNOR NF X 10-999 d'août 2014 et du « Guide d'application de l'arrêté interministériel du 11 septembre 2003 relatif à la rubrique 1.1.0 de la nomenclature eau » publié en septembre 2004 par le Ministère en charge de l'Environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de justifier la conformité des quatre piézomètres présents sur le site aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration au titre de la nomenclature IOTA. En cas de non-conformité (exemple hauteur de la tête de l'ouvrage par rapport au sol), l'exploitant doit mettre en œuvre les mesures correctives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles - dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I et 6.V
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution
Prescription contrôlée : Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques [...] sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions [...].
Constats : <u>Constats de la visite précédente du 29 novembre 2023 :</u> Lors de la visite de 2023, l'inspection a constaté la réfection de l'aire de dépotage comme cela avait été demandé suite à la visite de 2020. L'inspection avait toutefois des doutes sur l'opérationnalité de la collecte d'un écoulement accidentel, du fait de la présence d'un caniveau en périphérie latérale de l'aire de dépotage située à proximité du H parc noir. L'inspection avait demandé à l'exploitant de justifier que lors d'un déversement accidentel sur l'aire de dépotage, l'écoulement était dirigé vers la rétention. <u>Constats lors de la visite :</u> L'inspection a constaté qu'un "merlon" en béton a été réalisé sur l'aire de dépotage pour que l'écoulement soit bien dirigé vers la rétention.
Type de suites proposées : Sans suite